

Gestionnaire de dossier : Fabienne Bayard
Tél. : +32 (0)2/557 46 50

E-mail : CCT-CHR.Corona@just.fgov.be

Aux COMITÉS DE DIRECTION
À l'attention :
des présidents
des greffiers en chef

Bruxelles, le 1 novembre 2020

Objet : Communication Coronavirus XXI

Version NL ci-après

Madame, Monsieur le président,
Madame, Monsieur le greffier en chef,

Plus que jamais, nous devons veiller à la santé de nos collaborateurs et magistrats. Des mesures adaptées à la gravité de la situation doivent donc être poursuivies ou mises en place.

Cependant la justice reste aussi un service crucial de sorte qu'elle doit continuer à être rendue, de la façon la plus normale possible.

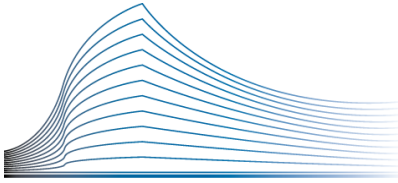
Le Collège déploie tous les efforts utiles pour obtenir du SPF et du Cabinet des améliorations de vos conditions de travail dans cette période tellement compliquée pour tous.

À la suite du comité de concertation de ce vendredi 30 octobre, vous trouverez ci-dessous les dernières recommandations concernant le fonctionnement et l'organisation des cours & tribunaux pendant cette nouvelle phase de la crise sanitaire.

En raison des particularités vécues par chaque entité, en cette période, le collège précise qu'il soutient toutes initiatives prises à l'échelle locale par les comités de direction ou par les Conférences, pour autant qu'elles respectent les principes généraux édictés dans la présente communication.

1. Le principe: pas de confinement

Le CNS a encore rappelé que malgré la dégradation de la situation sanitaire, la continuité du travail doit être assurée. Le collège a à nouveau insisté pour que tout le personnel du pouvoir judiciaire puisse bénéficier de la priorité du testing, dès lors que la justice est un service crucial. De cette façon, la durée des quarantaines pour notre personnel pourrait être réduite à 7 jours au lieu de 10. La réponse reçue ne présentant pas toute les garanties requises, des précisions ont encore été exigées mais ne nous sont pas encore parvenues.



1.1 La tenue des audiences

Toutes les audiences se tiendront de la façon la plus normale possible en fonction des magistrats et greffiers disponibles. Si toutes les audiences ne peuvent pas être tenues, des choix seront faits en bon père de famille. En tout état de cause, toutes les affaires urgentes doivent être traitées.

Quelques rappels et suggestions :

- Compte tenu des circonstances exceptionnelles, le collège encourage d'ores et déjà l'usage de la vidéoconférence. Des pratiques concluantes et positives existent déjà dans certaines juridictions, grâce à l'utilisation de l'application WEBEX. Le collège a demandé avec insistance au cabinet du ministre de clarifier la législation sur la vidéoconférence et de fournir d'autres installations techniques telles que des micros, des webcams et des écrans.
- Le recours à la procédure écrite ou la prise des dossiers en délibéré, sans plaidoiries, doit également être encouragé quand le dossier s'y prête. Cette appréciation sera laissée au juge. Il est suggéré aux greffiers d'audience de demander aux avocats dont les affaires sont fixées dans les quatre semaines s'ils acceptent le recours à ce type de procédure.
- Le président de chambre veillera de façon scrupuleuse au respect le plus strict des règles de sécurité dans la salle d'audience..

1.2. L'accès aux greffes

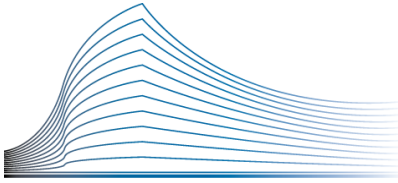
L'accès des greffes reste un droit pour le justiciable mais peut être modalisé.

Pour garantir la sécurité sanitaire de nos collaborateurs, l'accès physique du public aux greffes doit être limité à ce qui est nécessaire. Ainsi, par exemple :

- Dans la mesure du possible, les contacts avec le greffe doivent être assurés prioritairement par e-mail, par téléphone ou par courrier.
- Si l'accès au greffe est nécessaire, une seule personne à la fois est autorisée à y accéder (le port du masque et le respect des gestes barrières en général étant obligatoires) suivant modalités pratiques à fixer par chaque chef de corps et/ou greffier en chef (par exemple un appel téléphonique préalable au greffe pour fixer un rendez-vous).
- dépôt des requêtes, lettres, conclusions, rapports et autres pièces doit être prioritairement assuré, selon, par un dépôt dans la boîte aux lettres de la juridiction concernée ou par mail ou via e-deposit

1.3. Télétravail

Le télé-travail est obligatoire pour toutes les fonctions qui s'y prêtent. Il s'agit des juges, des greffiers et de quelques employés de greffe. Le collège a reçu, suite au sondage qu'il a mené, l'ensemble des besoins supplémentaires en laptops en vue d'accroître les possibilités de télétravail. La distribution d'une première vague d'ordinateurs portables complémentaires a débuté et se poursuivra dans les jours qui viennent.



Afin de garantir la continuité du service tout en autorisant certains membres des greffes à télé travailler, les greffiers en chef peuvent :

- autoriser, selon les modalités qu'ils définiront, la **reprise à domicile des dossiers**.
- Organiser des tournantes au sein des greffes, afin de limiter la présence effective du personnel dans les greffes si les locaux ne permettent pas d'observer les distances de sécurité. Ce n'est que si les distances de sécurité nécessaires ne peuvent être garanties qu'une dispense de service peut être accordée.

2. Déplacements pendant le couvre-feu

Le Collège rappelle que l'interdiction en cas de déplacements essentiels. Vous trouverez en annexe (1) une attestation de déplacement pendant le couvre-feu pour les personnes qui devraient effectuer des déplacements dans le cadre professionnel, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail. Pour les magistrats, la carte professionnelle est suffisante.

3. Port du masque

Le Collège rappelle qu'en vertu de l'explosion du nombre de contaminations, et par application de l'article 11 de l'AM publié ce 1^{er} novembre, il est obligatoire de porter un masque (ou l'alternative) :

- lorsqu'il est impossible d'assurer le respect des distances de sécurité,
- lors de chaque déplacement partout dans les bâtiments de justice, y compris dans les espaces non accessibles au public, .
- dans les salles d'audience lors de chaque déplacement, et dans les autres cas conformément aux directives du président.

Le Collège reste à votre disposition pour toute question relative au coronavirus via l'adresse mail CCT-CHR.Corona@just.fgov.be.

Nous vous demandons expressément de bien vouloir diffuser cette communication à tous les collaborateurs et magistrats de votre corps.

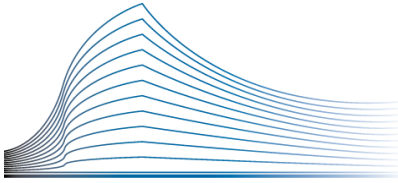
Nous souhaitons à tous et à chacun beaucoup de courage pour affronter les semaines à venir. Soyez assurés que nous mettons tout en œuvre pour garantir un soutien optimal à toutes les équipes !

Message adressé aux 49 présidents des comités de direction et aux greffiers en chef.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite considération.

Fabienne BAYARD

Présidente du Collège des cours et tribunaux



Version NL

Meer dan ooit moeten we de zorg opnemen voor de gezondheid van onze medewerkers en rechters. We moeten maatregelen aangepast aan de ernst van de situatie verder zetten en invoeren.

Justitie is en blijft tegelijk een essentiële dienst, waarvan we de continuïteit gegeven de omstandigheden maximaal moeten nastreven.

Het College stelt alles in het werk om in deze voor iedereen complexe tijden bij de FOD en bij het kabinet verbeteringen in ieders werkomstandigheden te bekomen.

In aansluiting op de vergadering van het overlegcomité van vrijdag 30 oktober ll. vindt u hierbij onze nieuwste aanbevelingen voor de werking en de organisatie van de rechtbanken en hoven in deze nieuwe fase van de gezondheids crisis.

Gelet op de bijzonderheden waarmee elke entiteit in deze periode kampt, ondersteunt het college de initiatieven die met het oog op het verzekeren van de dienst worden genomen door de directiecomités of door de conferenties, voor zover ze en die de hierna vermelde algemene principes respecteren .

1. Het principe: geen sluiting van de rechtscolleges

De Nationale Veiligheidsraad herhaalde dat ondanks de verslechterende situatie de continuïteit van arbeid en dienstverlening moet worden gewaarborgd.

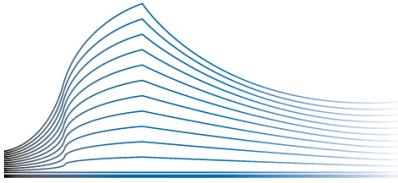
Het college drong er nogmaals op aan dat het personeel van de rechterlijke macht voorrang zou krijgen bij het testen, aangezien justitie een essentiële dienst is. Op deze manier zou de duur van de quarantaines voor onze mensen terug kunnen worden beperkt tot 7 dagen in plaats van 10. Aangezien het antwoord dat we ter zake reeds ontvingen niet alle vereiste garanties biedt, hebben we meer details gevraagd, die we zodra mogelijk communiceren.

1.1 De zittingen

Alle zittingen moeten zoveel mogelijk als normaal hun beslag krijgen, rekening houdend met de beschikbaarheid van magistraten en griffiers. Als niet alle zittingen kunnen worden gehouden, zullen er vanzelfsprekend in redelijkheid keuzes moeten worden gemaakt. In ieder geval moeten alle dringende zaken worden behandeld.

Enkele herinneringen en suggesties:

- gezien de uitzonderlijke omstandigheden moedigt het college het gebruik van videoconferenties aan. In bepaalde entiteiten bestaan er reeds werkbare en positieve praktijken voor het gebruik van de WEBEX-toepassing. Het College heeft er bij het kabinet van de minister op aangedrongen de wetgeving inzake het



houden van videoconferenties te verduidelijken en extra technische faciliteiten te voorzien zoals micro's, webcams en schermen.

- Het gebruik van de schriftelijke procedure of het in beraad nemen van dossiers zonder pleidooien, moet worden aangemoedigd wanneer het dossier zich daartoe leent. De beoordeling ter zake wordt aan de betrokken rechter overgelaten. Er wordt voorgesteld dat de griffiers aan de advocaten wiens zaken de komende maand zijn vastgesteld, vragen of zij akkoord gaan met de voorgestelde afhandeling van de zitting.
- De Voorzitter van een kamer dient er nauwgezet op toe te zien dat alle gezondheidsvoorschriften strikt worden nageleefd in de zittingszaal.

1.2. Toegang tot de griffies.

De toegang tot de griffie blijft een recht voor de rechtzoekende, maar kan aan voorwaarden worden onderworpen.

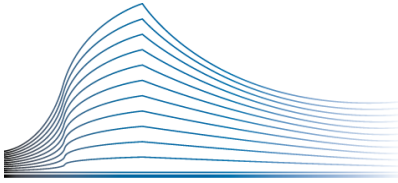
Om de gezondheid van onze werknemers te garanderen, moet de fysieke toegang tot de griffies beperkt blijven tot wat hoogst noodzakelijk is. Bijvoorbeeld :

- In de mate van het mogelijke dienen alle contacten met de griffie bij voorrang te gebeuren door middel van email, telefoon of per post.
- Indien toegang tot de griffie noodzakelijk is, kan desgevallend slechts één persoon tegelijk tot de griffie worden toegelaten (het dragen van een masker en het respecteren van de afstandsregel in het algemeen zijn verplicht) volgens de instructies die door elke korpsoverste en/of hoofdgriffier worden bepaald (bijvoorbeeld een voorafgaande telefonische aanvraag om toegang te krijgen tot de griffie).
- Het indienen van verzoekschriften, brieven, conclusies, rapporten en andere documenten moet in de eerste plaats gebeuren via de brievenbus van de betrokken rechtbank of via e-deposit dan wel mail.

1.3. Telewerken

Telewerk is verplicht voor alle functies die zich daartoe lenen, zoals magistraten, griffiers en bepaalde medewerkers van de griffie. Het College heeft recent een bevraging georganiseerd inzake de extra laptops die nodig zijn om meer telewerk mogelijk te maken, en tracht deze extra laptops te bekomen bij de FOD. De levering van een eerste schijf van laptops is begonnen en zal de komende weken verder worden aangevuld.

Om de continuïteit van de dienst te waarborgen en om tegelijkertijd bepaalde leden van de griffies in staat te stellen om te telewerken, kunnen de hoofdgriffiers:



- volgens de voorwaarden die zij bepalen, machtigen om bepaalde dossiers naar huis mee te nemen in het kader van thuiswerk ;
- een beurtrol opstellen teneinde de effectieve aanwezigheid van de medewerkers in de griffie te beperken indien de lokalen het niet mogelijk maken de veiligheidsafstanden in acht te nemen. Enkel indien de nodige veiligheidsafstanden niet kunnen worden gegarandeerd ondanks een aangepaste organisatie, kunnen dienstvrijstellingen worden verleend.

2. Verplaatsingen tijdens de uren van de avondklok

Het College herinnert eraan dat het verplaatsingsverbod tijdens de avondklok niet van toepassing is op essentiële verplaatsingen. In bijlage (1) vindt u een certificaat voor personen die zich voor professionele doeleinden in die periodes moeten verplaatsen, met inbegrip van de verplaatsingen tussen thuis en werk. Voor de magistraten volstaat de dienstkaart.

3. Het dragen van het masker

Het College herinnert eraan dat door de grote toename van het aantal besmettingen, het dragen van een masker (of een alternatief) overal in het gerechtsgebouw verplicht is, ook in de plaatsen die niet toegankelijk zijn voor het publiek. Hierbij kan worden verwezen naar art. 11 van het MB van 1/11/2020. Het dragen van een mondklus is verplicht:

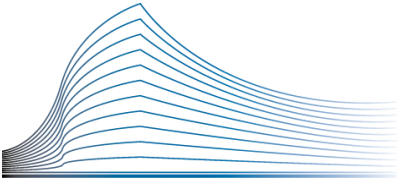
- wanneer het onmogelijk is om de naleving van de afstandsregels te garanderen;
- bij iedere verplaatsing in de publieke en niet publieke gedeelten van de gerechtsgebouwen ;
- in de zittingszalen van de gerechtsgebouwen, bij elke verplaatsing en telkens wanneer de voorzitter van de kamer het nodig acht.

Het college blijft beschikbaar om elke vraag inzake de Corona-problematiek te beantwoorden, en dit via volgend email adres : CCT-CHR.Corona@just.fgov.be.

Wij vragen U uitdrukkelijk deze communicatie te verspreiden onder al uw medewerkers en de magistraten van uw korps.

Wij wensen U en al uw medewerkers heel veel moed en sterkte toe om deze pandemie ook de komende weken te trotseren. Het College zal alles in het werk stellen om de 49 directiecomités op het terrein de komende weken verder daadwerkelijk te ondersteunen.

Bericht verspreid aan de 49 directiecomités.



Met de meeste hoogachting,

Fabienne BAYARD

Voorzitter van het College van Hoven en Rechtbanken.